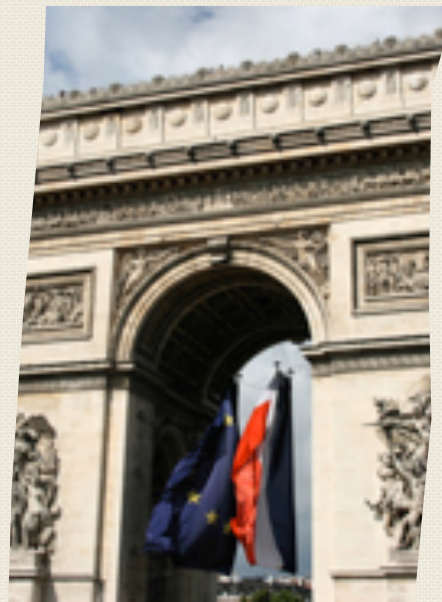


LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 28 avril 2017

SOMMAIRE

- 1) **Normal il est avant tout carriériste**
- 2) **Le PS du Val de Marne s'écroule...**
- 3) **Le PS national est dans le même cas**
- 4) **Une prochaine Assemblée sans majorité ?**
- 5) **« Au-dessus de ses forces »**
- 6) **Une escroquerie monumentale...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Présidentielle : Manuel Valls veut «participer à la majorité gouvernementale»



«Nous devons participer à la majorité gouvernementale et à la majorité parlementaire», a lancé Manuel Valls à ses proches. GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

Entouré de ses proches, mardi soir, Manuel Valls leur a affirmé sa volonté de «participer à la majorité gouvernementale et à la majorité parlementaire», après qu'Emmanuel Macron ait gagné la présidentielle.

Au lendemain du premier tour de la présidentielle, Manuel Valls a été le premier à prononcer l'acte de décès du Parti socialiste (PS) : «C'est la fin d'une histoire», a assené l'ancien Premier ministre. Des cendres sur lesquels il entend faire renaître une nouvelle donne politique. «Ce sera un changement culturel, il faut s'y préparer», a-t-il dit aux siens (environ 400 personnes), qu'il a réunis ce mardi soir à la Maison de la Chimie, à Paris (VIIe).

Plus tôt, à la mi-journée, il avait convié ses proches à un déjeuner Chez Françoise, où l'on s'attable pour ourdir, voir, en étant vu. Au menu de ces échanges, la victoire au second tour d'Emmanuel Macron faisant figure de préalable : «Comment participer à une majorité présidentielle ?», confie l'un des participants. «L'idée est de savoir comment on peut être utile. Ça ne veut pas dire qu'on sort du parti. On reste socialiste», ajoute un autre.

Devant ses troupes, dans la soirée, Valls a été plus loin. «Nous devons participer à la majorité gouvernementale et à la majorité parlementaire», leur a-t-il lancé, endossant le costume de portedrapeau de cette «coalition progressiste». Non pas En Marche!, mais à ses côtés. Une offre de service rejetée d'avance. «Il n'est pas envisageable de travailler avec lui dans le cadre de la future majorité», nous assurait la veille un proche de Macron.

Valls fait bondir le PS

Ambiance donc... Même au PS, l'initiative de Valls fait bondir. Commentaire d'un parlementaire socialiste : «Ils ont tous tellement peur pour leurs circonscriptions, qu'ils se jettent dans les bras de Macron. Une coalition, ça ne peut pas se construire sans socle.»

Et, avant de faire converger des projets, il faut être élu député. Or à Evry, fief de l'ex-locataire de Matignon, c'est Jean-Luc Mélenchon qui est arrivé en tête dimanche soir, avec 34,68 % des voix... loin devant Emmanuel Macron (26,93 %), pour qui Manuel Valls avait appelé à voter.

Des scores qui laissent augurer un émiettement de la gauche si les candidatures se multiplient aux législatives. Or, malgré ses appels du pied prononcés, En Marche! a décidé d'investir un candidat face à Manuel Valls - qui devrait l'être par le PS - et, «ce sera quelqu'un de chouette», promet-on chez Macron. Une personnalité issue de la société civile, en mesure de relever le gant face à l'ex-chef du gouvernement dans son fief. Pas gagné... «Manuel, c'est une marque à lui tout seul», assure l'un de ses amis.

Le Parisien

Le Parisien

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Décomposé, le PS Val-de-Marne prépare sa mue



S'appuyer sur le mauvais score historique du PS à la présidentielle 2017

pour rebondir, telle est la seule issue à laquelle aspirent les militants. Reste à s'accorder sur le chemin, sur la forme comme le fond. Un intense débat qui va commencer ce mercredi en Val-de-Marne.

Rares sont les sections PS où la campagne pour Benoît Hamon fit l'unanimité et Nogent-sur-Marne, où En Marche a fait son deuxième meilleur score après Vincennes, ne fit pas exception. «La section a été morcelée et l'un des membres est parti rejoindre En Marche tandis que d'autres étaient en retrait, à l'image du PS d'aujourd'hui», témoigne Nicolas Leblanc, secrétaire de la section locale et fervent soutien du candidat. Pour le conseiller municipal

d'opposition, cette campagne relevait de toutes façons de la mission impossible, avec un timing serré de douze semaines après la primaire, et une équation de positionnement insolvable entre une tentative de synthèse qui aurait renvoyé l'image d'un reniement au profit des apparatchiks et une campagne en ligne avec les primaires mais s'appuyant sur une plate-forme trop étroite qui s'est retrouvée en concurrence frontale avec Jean-Luc Mélenchon, lequel a gagné la bataille du vote utile à gauche. "Dans cette élection, les gens de droite ont voté pour des questions morales et les gens de gauche pour des questions tactiques, analyse l'élue local. Mais je reste optimiste car cela a permis de clarifier les positions. François Hollande n'aurait sans doute pas fait beaucoup plus s'il s'était présenté. Benoît Hamon est aujourd'hui un homme politique de premier plan avec une bonne image et un projet politique clair social, écologique et pro-européen. Il reste à construire l'avenir, même s'il y aura encore un peu de déconstruction aux législatives. Pour l'instant, l'urgence est d'éviter que la France petite, rabougrie et nationaliste ne l'emporte contre la France démocrate."

Même urgence pour Sophie Taillé-Polian, référente de Benoît Hamon en Val-de-Marne lors de la primaire. "Il faut passer le cap de la victoire d'Emmanuel Macron, avant de s'installer dans son opposition, car ce n'était pas notre programme", pose la conseillère régionale. Pas le programme du PS ? Cela dépend pour qui au vu de l'éclatement des sections... "Oui, il faut que le débat ait lieu avec la ligne Valls", reconnaît l'élue qui prône une refondation de la gauche en France, au-delà des Insoumis, d'EELV, du PCF... "Nous devons trouver des convergences pour proposer un projet majoritaire de gouvernement", propose l'élue, tout en reconnaissant les clivages qui existent aussi avec Jean-Luc Mélenchon, à commencer par sa non consigne de vote au second tour de la présidentielle. "A Villejuif, on se parle aimablement avec les militants insoumis, même s'il y a des divergences. Beaucoup d'électeurs m'ont dit qu'ils allaient voter Mélenchon mais sans animosité ni incompatibilité vis à vis d'Hamon. Les citoyens ne sont pas sectaires."

Référent de Manuel Valls pendant la primaire en Val-de-Marne, Zakaria Zaidane rappelle, comme ses camarades, que sa première mobilisation est de faire barrage au FN. Voilà au moins un point qui réconcilie toutes les composantes du PS sans équivoque. "Cela ne signifie pas que j'entends rejoindre une quelconque majorité présidentielle", ajoute le secrétaire de section de La Queue en

Brie. Pas de chèque en blanc mais pas d'opposition farouche non plus, poursuit l'élue d'opposition caudacien. "Macron ne doit pas oublier qu'il doit beaucoup au PS, y compris au second tour. Il ne sera pas élu par des voix nouvelles mais par un corps qui a des attentes et je ne vois pas comment il compte garder son électorat s'il ne donne pas très vite une ligne politique à gauche. Si sa ligne repose sur la solidarité, la baisse des impôts pour les classes moyennes... alors je ne serai pas un opposant", détaille l'élue, qui prévoit de défendre cette position à l'occasion du Conseil fédéral organisé ce mercredi au sein de la fédération du PS Val-de-Marne.

Une réunion très attendue qui risque de donner à la fois dans l'ambiance OK Corral et la thérapie de groupe. "Je vais proposer un texte pour changer les méthodes", annonce Jonathan Kienzlen, premier fédéral, qui se retrouve dans la délicate position d'arbitre, à la fois entre les lignes politiques qui clivent le parti mais aussi entre le national et la base militante parfois irritée des décisions du siège prises sans concertation à propos de telle alliance avec un autre parti ou tel parachutage. Une base de 2000 adhérents val-de-marnais que le parti a intérêt à bichonner s'il ne veut pas voir se poursuivre l'hémorragie vers les nouveaux mouvements En Marche, qui affiche déjà 7000 membres dans le département, et France Insoumise, qui en aligne 450 000 au niveau national. "Il est clair que l'on ne pourra pas réconcilier les positions de Gérard Filoche et de Manuel Valls, mais entre l'opportunisme de Macron et l'idéalisme de Mélenchon, il y a le socialisme", défend le conseiller régional.

94.citoyens.com

MAIS AUSSI

**1) Pour Bernard Accoyer (LR)
le PS est en "pleine
décomposition"**

bfmtv.com



Bernard Accoyer - BFMTV

Le secrétaire général des Républicains Bernard Accoyer a jugé que le Parti socialiste était en "pleine décomposition", après que Manuel Valls ait annoncé vouloir voter pour Emmanuel Macron lors premier tour de l'élection présidentielle.

Bernard Accoyer, secrétaire général des Républicains, a estimé mercredi que le Parti Socialiste était en "pleine décomposition" après les ralliements successifs à Emmanuel Macron de plusieurs membres du Parti socialiste, dont Manuel Valls mercredi matin.

"Le PS est en pleine décomposition (...) des membres majeurs du gouvernement se rallient à Macron, trahissent leur candidat et aucune décision n'est prise, aucune exclusion (...) ce serait la moindre des choses", a estimé Bernard Accoyer sur Radio Classique.

"Ils (Valls et Macron) sont idéologiquement proches, ce sont des concurrents qui se livrent une bataille de pouvoir, d'ego pas à la hauteur de la situation de la France. (...) C'est l'énième épisode d'une comédie entre acteurs de la gauche française", a-t-il ajouté, qualifiant la décision de l'ancien Premier ministre de "parjure".

"L'usine de recyclage"

Manuel Valls, défait de la primaire socialiste face à Benoît Hamon, a annoncé mercredi matin qu'il



Bernard Accoyer @BernardAccoyer
"Le soutien de #Valls à #Macron ? C'est l'énième épisode d'une comédie entre acteurs de la gauche françaises"
@radioclassique #InvitéPol08:22 - 29 Mar 2017

voterait pour le candidat d'En Marche! dès le premier tour de la présidentielle.

Sur l'antenne de franceinfo, Laurent Wauquiez, vice-président du parti Les Républicains, s'est également exprimé sur le ralliement de Manuel Valls à Emmanuel Macron, raillant les "opportunistes de tous bords".

"Cela devient l'usine de recyclage des opportunistes de tous bords de la politique française et croyez moi, il y a du monde sur le paquebot là. On a aujourd'hui un attelage dans lequel vous avez Robert Hue, Daniel Cohn-Bendit, Alain Madelin et maintenant Manuel Valls, (...) si c'est ça le renouvellement de la

de la classe politique, bon courage parce que les lendemains risquent de déchanter", a affirmé Laurent Wauquiez.

G.D. avec AFP



2) Décomposition du PS, les pro-Valls se rallient à Macron

RAPPEL

Boris Lefebvre Ce mardi, les députés PS du groupe des Réformateurs de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui regroupe une trentaine d'élus, s'est fendu d'une tribune dans *Le Monde* pour réclamer leur « droit de retrait » face à la victoire de Hamon à la primaire de la gauche. Après le retrait de la candidature de Hollande en décembre et l'élimination de Valls au second tour de la primaire, la victoire de l'ancien ministre de l'éducation nationale accentue la crise au sein du Parti socialiste. Celui qui tire les marrons du feu de cette implosion lente à laquelle nous assistons depuis des mois, c'est Macron, celui qui se disait « pas socialiste » en août dernier.



mardi 31 janvier 2017

Christophe Caresche et Gilles Savary, députés PS de l'aile droite du parti, ont probablement la démocratie représentative chevillée au corps, mais uniquement quand elle va dans le sens de leurs intérêts. Suite à la défaite de Valls, leur candidat à la primaire, et après la victoire de Hamon qu'ils qualifient eux-mêmes d'« incontestable » et de « légitime », ils s'empressent de trouver des excuses toutes plus révélatrices les unes que les autres pour afficher leur ralliement à Macron, le candidat ultra-libéral et ancien ministre sous Hollande. Comme l'assure Jean-Marie Le Guen, soutien de Valls, « On peut être socialiste et appeler à voter Macron ». On voit là qu'une partie importante du PS reste sourde à la claque qu'elle a reçu lors de la primaire à gauche et cherche à se relocaliser pour poursuivre sa politique toujours plus pro-patronale.

Les tensions et contradictions qui agitent le PS depuis des mois, voire des années, prennent un tour nouveau et se révèlent enfin au grand jour. Après l'arrivée de Valls au poste de premier ministre, le tournant répressif qui s'est instauré avec l'état d'urgence, la déchéance de nationalité et le mouvement contre la loi travail, une partie de sa base électorale a rompu avec le PS. Le résultat de la primaire le montre amplement puisqu'un sérieux désaveu de la politique du 49.3 s'y est fait sentir. Il apparaît difficile en effet aujourd'hui de concilier entre un programme politique qui entend chasser sur les terres du réformisme de Mélenchon et de la France Insoumise pour Hamon et une partie des députés qui se rallient à la ligne ultra-libérale de Macron. L'un des piliers de la Vème République qu'est le PS, risque bien d'y perdre quelques plumes.

Les députés Réformateurs du PS, devançant la droite dans sa volonté de peut-être remplacer Fillon après les révélations sur l'emploi fictif de sa femme, ont déjà trouvé un candidat de substitution dans un magnifique tour de déni de démocratie. Si le ralliement n'est pas encore officiel et que Macron ne peut pas être assuré du soutien d'une partie du PS, la rupture au sein du parti avec Hamon est, quant à elle, parfaitement consommée. Les propos de Christophe Caresche sont, à ce sujet, limpides : « On peut se demander si on n'est pas arrivé au bout du chemin. C'est-à-dire que la synthèse qui avait été celle du PS, [...] durant cette mandature [...] a explosé d'un certain point de vue ». En invoquant la disposition L4132-5 du code du travail, les députés, auteurs de la tribune de ce mardi, entendent mettre en pratique leur « droit de retrait » pour parer au « danger grave et imminent » que représente la candidature de Hamon selon eux. En effet, cette

candidature est grave pour ceux qui défendent avec acharnement un mandat présidentiel « socialiste » qui brille par son escalade réactionnaire et anti-sociale. Hollande a aujourd'hui également tranché le débat pour ne le rendre que plus aigu : il soutient Hamon et non pas Valls. On voit donc que le bilan du PS est difficile à assumer pour le parti lui-même et que la polarisation à l'œuvre risque de le faire implorer.

revolutionpermanente.fr

III) Tout l'appareil politique et intellectuel de la gauche doit dégager !



Jacques Julliard
Éditorialiste

Ainsi, la France, pour la première fois de son histoire, va avoir un président de la République de moins de 40 ans. Et un homme issu d'un parti, ou plutôt d'un mouvement qui n'existait pas deux ans auparavant. On peut difficilement imaginer symboles plus éclatants de la volonté de renouvellement. Quant à la forme de ce renouveau, il est bien difficile de savoir aujourd'hui ce qu'elle sera. Si prépondérant que soit le rôle du président dans la Ve République, il devra compter avec un Parlement dont la composition pourrait encore réserver bien des surprises.

Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen ont fait de mauvaises campagnes, puisque tous trois ont reculé par rapport aux scores qu'on leur prédisait au départ : Macron parce que son programme est resté trop flou, trop ambigu ; François Fillon parce qu'il est resté encastré dans ses affaires personnelles ; Marine Le Pen parce qu'elle a changé de cheval en cours de campagne : au début, elle a tenté de chevaucher la vague antieuropéenne, mais ce fut un échec. Elle est donc revenue aux fondamentaux de son parti : la lutte contre l'immigration. Malgré l'attentat des Champs-Élysées, elle n'a pourtant pas redressé la barre. Les Français ont beaucoup de sang-froid,

beaucoup plus que leurs hommes politiques...

De fait : qui l'eût cru ? L'une des principales gagnantes de la campagne, c'est l'idée européenne. Malgré le Brexit, malgré les imprécations insensées de Donald Trump, les Français restent attachés à l'Europe. Ils adorent en dire du mal, mais de l'intérieur. La preuve, c'est que tous les candidats antieuropéens ont fait prudemment machine arrière en cours de campagne. Personne n'aurait l'idée de quitter la France sous prétexte que sa politique est mauvaise. Pourquoi faudrait-il quitter l'Europe sous prétexte qu'on désapprouve ses orientations ? On vous le disait : ces Français ont beaucoup plus de sang-froid que leurs hommes politiques.

Un qui a fait une bonne campagne, c'est bien sûr Jean-Luc Mélenchon. Doubler son capital de départ en un si court laps de temps est une performance que l'on a soulignée d'un peu partout. Je ne crois pas que ce soit son programme qui ait été décisif : après tout, celui de Benoît Hamon le valait bien ; cela ne l'a pas empêché de perdre en cours de route les deux tiers de ses voix. Comme si le match entre les deux champions de la gauche s'était limité à un concours d'éloquence. Pour une gauche qui a toujours prétendu privilégier le fond sur la forme, c'est plutôt attristant.

Tous nos socialistes censément radicalisés ne vont pas tarder à le regretter, le « traître » François Hollande !

Car, si la performance de Mélenchon est un grand, un très grand succès personnel, celle de la gauche est une grande, une immense défaite collective. Pour la troisième fois dans l'histoire de la Ve République, elle ne se qualifie pas pour le second tour. Et, pour la première fois, elle ne sera même pas sur le podium des trois candidats arrivés en tête. En 1969, la gauche fut absente du second tour (Pompidou-Poher) parce qu'elle fut victime de la grande peur sociale qui suivit Mai 68. Néanmoins, le candidat communiste Jacques Duclos vint mourir à deux points de la qualification. En 2002, cette gauche fut éliminée du second tour (Chirac-Le Pen) parce qu'elle était divisée comme jamais, avec huit candidats, dont deux trotskistes à 10 % et trois candidats sociaux-démocrates (Jospin, Chevènement, Taubira). Aujourd'hui, Hamon récolte un résultat lamentable pour avoir fait une campagne tactiquement inepte : il a abandonné l'espace traditionnel de la social-démocratie au candidat centriste, qui n'en demandait pas tant.

J'ai toujours pensé que le rôle de l'éditorialiste est de résister à l'émotion dont les médias modernes ont fait leur carburant presque unique. Mais il a aussi le droit, parfois le devoir, d'exprimer sa colère. Alors, il est temps d'en finir avec la ritournelle : « la faute à Hollande ! » Temps aussi pour ceux qui l'ont canardé dans le dos trois années durant de se regarder en face. Avec un score de moins de 7 %, les frondeurs n'ont plus le droit, depuis dimanche 20 heures, à cette martingale.

Car, enfin, la politique qui vient de triompher dans les urnes n'est pas, comme celle que préconisaient les docteurs en socialisme, à gauche de François Hollande ; c'est une politique à droite de Hollande ! Essayez donc de dire le contraire ! Tous nos socialistes censément radicalisés ne vont pas tarder à le regretter, le « traître » François Hollande !

Je ne puis qu'indiquer ici le thème sur lequel nous avons désormais cinq années pour revenir, cinq années pour reprendre à notre compte la rigueur de la critique sociale des grands ancêtres du socialisme, les Saint-Simon, les Marx, les Proudhon. Car ne nous y trompons pas : la défaite de la gauche, désormais désertée par le peuple, est d'abord une défaite intellectuelle. Sur la société moderne, celle dans laquelle nous allons vivre de plus en plus, la gauche n'a rien à dire, en dehors de vagues condamnations morales. Et une gauche qui n'a plus de jugement sur le présent ne peut avoir de programme pour l'avenir. Ce n'est plus qu'une droite un peu balourde, un peu verbeuse. Qui n'a pas compris que le revenu universel du gentil Benoît Hamon ne pouvait pas apparaître dans la conjoncture actuelle comme autre chose que la généralisation préventive à la société entière de l'assurance chômage ?

Oui, c'est tout l'appareil politique et intellectuel de la gauche qui a conduit cette gauche au désastre que nous constatons. Alors, ce soir, il y a un slogan emprunté à Mélenchon qui s'applique tout naturellement à cet appareil tout entier : *dégagez !*



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Les cinq inconnues des législatives

Par Sophie Huet



Assemblée Nationale Paris Photo LDD

Le scrutin des 11 et 18 juin, qui pourrait déboucher sur une Assemblée sans majorité, suscite de nombreuses interrogations.

Souvent présentées comme le « troisième tour » de la présidentielle, les élections législatives des 11 et 18 juin s'annoncent sans précédent et pourraient engendrer une Assemblée sans majorité nette pendant cinq ans.

• À présidentielle inédite, législatives inédites?

Tout le laisse penser. La déroute électorale du PS, qui a 285 députés sortants, et l'échec historique des Républicains, qui en comptent 199, créent un appel d'air pour les deux formations qui ont un « présidentiable » en lice le 7 mai: Emmanuel Macron avec En marche! et Marine Le Pen avec le Front national. La fracturation de l'électorat est telle que nul ne sait si la tradition qui veut que les Français donnent une majorité parlementaire au président élu sera respectée cette année.

• En marche! transformera-t-il l'essai aux législatives si Emmanuel Macron est élu?

C'est la grande inconnue de ce scrutin. Ayant finalement refusé la double appartenance entre En marche! et le PS, l'ancien ministre de François Hollande mise sur l'émergence d'une nouvelle génération de députés issus de la société civile, qui n'ont jamais fait de campagne électorale. S'il ne parvient pas à recueillir la majorité absolue des sièges (289 voix), Emmanuel Macron aura intérêt à constituer « une majorité de coalition » sur un programme de gouvernement, avec des députés de gauche et de droite.

• Les Républicains peuvent-ils imposer une

une cohabitation au président élu?

C'est le pari qu'ils font, avec l'espoir d'un gouvernement dirigé par François Baroin. Une cinquantaine de députés LR ne se représentent pas, choisissant de se retirer ou de privilégier leur mandat local. Et ceux qui se représentent sont inquiets des conséquences sur leurs électeurs des appels à voter en faveur d'Emmanuel Macron le 7 mai. «Je ne suis pas schizophrène, mais on ne peut pas voter Macron à la présidentielle et combattre les candidats d'En marche! aux législatives. C'est illogique et infaisable», dénonce le député des Yvelines Jacques Myard. C'est l'une des contradictions d'un jeu politique qui en est truffé. Le député de Paris Claude Goasguen, lui, prévient du caractère inédit de cette campagne, où les combats n'auront pas lieu dans un contexte classique droite/gauche, mais dans une configuration totalement éclatée.

• Combien pèsera le groupe socialiste à l'issue du second tour?

La grande crainte de la direction du PS est de perdre les trois quarts de ses députés (environ 80 ne se représentent pas), et de se retrouver avec une cinquantaine d'élus seulement, comme lors de la débâcle de 1993. «Le PS est réduit à la portion congrue, puisqu'une grande partie de la gauche de gouvernement est partie chez Macron, et que la gauche protestataire a voté Mélenchon», relève le député «réformateur» Gilles Savary. Le député de la Gironde, qui n'a pas soutenu Benoît Hamon, a l'investiture du PS et met en garde. «En marche! ne devrait pas présenter des candidats partout à l'aveugle, mais regarder la situation, circonscription par circonscription», analyse Savary, qui sait que si un candidat d'En Marche! se présente contre lui, son fief est perdu pour la gauche.

• Combien d'élus pour le FN?

Malgré le handicap que constitue, pour ce parti, le scrutin majoritaire à deux tours, certains frontistes misent sur une centaine de députés. Le calcul est fait à partir des 216 circonscriptions dans lesquelles Marine Le Pen est arrivée en tête dimanche soir. C'est trois fois plus qu'en 1986, lorsque le FN avait fait élire 35 députés à la proportionnelle, sous la houlette de Jean-Marie Le Pen.

V) Pour Martine Aubry, appeler à voter Macron serait "au-dessus de ses forces"

Par Benjamin Jeanjean



Martine Aubry (© FRANCOIS LO PRESTI - AFP)

Soutien de Benoît Hamon lors du premier tour de la présidentielle, Martine Aubry a appelé à "faire barrage au Front national". Mais appeler explicitement à voter pour Emmanuel Macron, cela semble plus compliqué.

Rivale de **François Hollande** lors de la primaire socialiste de 2011, **Martine Aubry** a pesé de tout son poids dans le quinquennat qui s'achève, coalisant notamment sur sa ligne politique le groupe des "frondeurs" socialistes qui se sont régulièrement opposés au gouvernement de **Manuel Valls**. Incarnation du tournant social-libéral du quinquennat de **François Hollande**, **Emmanuel Macron** n'est ainsi pas franchement dans les petits papiers de l'emblématique maire de Lille. Et ce, même lorsqu'il se dresse face à **Marine Le Pen** dans un second tour d'élection présidentielle.

Une attitude "pas à la hauteur des enjeux" selon Patrick Kanner

En effet, si elle a bien appelé à "faire barrage au Front national" au soir du premier tour, **Martine Aubry** n'a pas explicitement appelé à voter pour **Emmanuel Macron**. "Appeler à voter Macron est au-dessus de ses forces", confie ainsi son entourage à **Europe 1**. Une attitude qui n'est pas forcément très bien accueillie dans les rangs socialistes. "Elle n'est pas à la hauteur des enjeux", déplore ainsi le ministre de la Ville,

Patrick Kanner.

"Le message aurait pu être plus clair, mais le fait de dire 'j'appelle à faire barrage au Front national' induit forcément qu'elle va voter Emmanuel Macron", tempère **Christophe Itier**, porte-parole d'**En Marche!** dans le Nord. "On peut ne pas partager le projet d'Emmanuel Macron, là ce qui est en jeu c'est autre chose. Ce sera grave si demain Marine Le Pen l'emporte, ou si le score est extrêmement serré. Chacun en répondra en son âme et conscience", ajoute-t-il. Un membre de l'entourage de l'ancienne ministre du Travail de **Lionel Jospin** tient tout de même à se montrer rassurant : "Bien sûr qu'elle votera pour Emmanuel Macron, mais cela restera dans le secret de l'isoloir".



Martine Aubry@MartineAubry
Comme en 2002, tous les républicains doivent faire barrage au Front National.

sudradio.fr

VI) Emplois fictifs présumés du FN: le Parlement estime le préjudice à 5 millions d'euros

Par Louis Germain 2 ,AFP,AP, Reuters Agences



Les démêlés judiciaires entachent la campagne de marine Le Pen. Crédits photo : FREDERIC FLORIN/AFP

Dix-sept élus, dont Marine et Jean-Marie Le Pen, Louis Aliot, Florian Philippot, et plus d'une quarantaine d'assistants sont visés. Une évaluation faite en 2015 estimait à l'époque le préjudice à 1,9 million.

La guerre entre Marine Le Pen et les institutions européennes continue. Si la candidate frontiste à l'élection présidentielle n'est pas avare de déclarations pour fustiger la politique de l'Union européenne (UE), les affaires offrent un autre terrain d'affrontement.

Ce jeudi, le Parlement européen a réévalué le préjudice potentiel de l'affaire des emplois fictifs présumés des assistants d'eurodéputés FN. Il l'estime désormais à près de cinq millions d'euros. En 2015, au début de l'enquête, une première évaluation faisait état de 1,9 million d'euros de préjudice.

Pour ce calcul, les services du Parlement, qui s'appuient sur l'enquête en cours et les rapports du gendarme antifraude de l'UE, l'Olaf, ont additionné les cas où les soupçons lui apparaissent suffisants. L'enquête judiciaire en France devra les confirmer.

Parmi les dix-sept élus visés pour versement frauduleux - parfois pour plusieurs assistants - figurent Marine et Jean-Marie Le Pen, Louis Aliot ou Florian Philippot pour des faits s'échelonnant sur la période du 1er avril 2012 au 1er avril 2017.

«Cinq millions d'euros, c'est n'importe quoi», a réagi le trésorier du parti, Wallerand de Saint-Just, tout en déplorant une «énième violation du secret de l'instruction». Le Parlement a déjà lancé des procédures de recouvrement pour un total de 1,1 million d'euros concernant six eurodéputés, dont Marine Le Pen (340.000 euros), procédures contestées en justice par les élus FN.

Une accumulation d'indices

Les juges français cherchent à déterminer si le parti d'extrême droite a mis en place un système pour rémunérer ses permanents ou des cadres avec des fonds publics européens, en les faisant rémunérer comme assistants de ses eurodéputés.

<http://www.lefigaro.fr/politique/2017/04/27/01002-20170427ARTFIG00231-emplois-fictifs-presumes-du-fn-le-parlement-estime-le-prejudice-a-5-millions-d-euros.php>

Les enquêteurs ont accumulé des indices. Par exemple le cas de cet assistant mis en examen, Charles Hourcade, employé comme graphiste au FN, et dont l'expertise du matériel informatique lors des investigations n'a fait ressortir qu'un échange de courriel avec sa députée européenne

pendant la durée de son contrat, entre septembre 2014 et mars 2015. Ou Catherine Griset, dont le statut d'«assistante accréditée» aurait imposé une présence permanente à Bruxelles, mais qui «badgeait» presque chaque jour au siège du parti, à Nanterre, en 2015, d'après les éléments saisis par les policiers de l'office anticorruption de la police judiciaire (Ocliff).

En perquisition, les enquêteurs ont aussi saisi des notes du trésorier faisant état d'«économies» à venir grâce au Parlement européen. Wallerand de Saint-Just a expliqué qu'il s'agissait d'économies dues aux députés élus, non à leurs assistants.

Par ailleurs, les juges français ont demandé au Parlement européen de lever l'immunité de Marine Le Pen, qui a refusé de se rendre à une convocation en vue de sa possible mise en examen pour abus de confiance le 10 mars, au sujet des salaires versés à sa chef de cabinet au FN, Catherine Griset, elle-même mise en examen pour recel.

Mercredi, le Parlement européen a officialisé le début de la procédure pour lever l'immunité de la candidate à l'élection présidentielle. Elle devrait aboutir à l'automne. Dans le cas où elle serait élue présidente de la République, Marine Le Pen bénéficierait d'une immunité totale et ne pourrait plus être entendue ou poursuivie jusqu'à la fin de son mandat, même si l'enquête se poursuivrait s'agissant des autres élus frontistes.

Ce dossier judiciaire n'est pas le seul que le FN aura à affronter après les échéances électorales. Le parti en tant que personne morale, deux de ses cadres et des proches de Marine Le Pen attendent aussi leur procès dans l'affaire des kits de campagne aux législatives et à la présidentielle de 2012, où la justice soupçonne un système de surfacturations au préjudice de l'Etat, qui rembourse les frais électoraux avec de l'argent public. Deux autres enquêtes similaires sont ouvertes sur les campagnes successives.

lefigaro.fr

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue